

Maroc. « Nous avons connu une contre-révolution »

Par [Sarah Diffalah](#)

Omar Radi, journaliste et fondateur du mouvement de contestation M20, dresse un bilan peu flatteur des réformes menées par le régime marocain. Interview.

Dans la tourmente des révolutions arabes, le [Maroc](#) est resté relativement calme. Plus d'un an après l'organisation d'élections législatives remportées par les islamistes du PJD (Parti de la justice et du développement), le régime est confronté à une colère sociale grimpante. En cause, la hausse de la fiscalité sur les produits de première nécessité et certaines restrictions sur les libertés publiques. Omar Radi, journaliste et fondateur du mouvement de contestation M20 (pour "Mouvement du 20 février", date de la première manifestation), dresse le bilan pour le "Nouvel Observateur".

Vous avez été l'un des fers de lance de la contestation au Maroc au début de l'année 2011, avec la création du M20. Où en est aujourd'hui cette contestation ?

- Le M20 a semé des germes pour plus tard. Aujourd'hui, le mouvement est très affaibli. Il n'est plus capable d'endosser le leadership de la contestation marocaine. De nombreuses chevilles ouvrières du groupe sont en prison, ce qui a cassé sa dynamique. Nous sommes immobilisés et handicapés. Les médias marocains, quand ils ne nous calomnient pas, ne relaient plus nos informations. Ils nous accusent de vouloir semer la zizanie et de provoquer l'instabilité dans le pays. L'opposition parlementaire ne s'oppose pas, il n'y a pas de débat.

Quelles formes prend la contestation ?

- Dans la rue, la colère des citoyens s'exprime de manière hystérique. Il n'y a pas d'opposition populaire institutionnelle, ni organisée. Les quelques structures associatives ne peuvent pas gérer les choses à l'échelle nationale et ainsi instaurer un rapport de force avec le régime du roi, Mohamed VI. Les gens ont été cassés et je crains qu'ils portent en eux un potentiel de violence qui pourrait exploser si la situation sociale se dégrade, s'il n'y a pas d'argent pour payer les fonctionnaires, s'il y a une pénurie de gaz...

Dans les centres urbains, il reste difficile de rassembler les gens. Mais les populations des montagnes, de l'Oriental et du Sud, se mobilisent de plus en plus. On observe une accélération des émeutes. L'économie marocaine va mal, le régime est arrogant, il sème la division au Sahara occidental. Le malaise se ressent. Il risque de n'y avoir personne pour canaliser et guider cette colère.

Quel bilan faites-vous des réformes menées par le régime depuis 2011 ?

- Le régime politique marocain a été prudent et intelligent, à l'inverse d'autres pays de la région comme l'Égypte ou la Tunisie. Il n'a pas tiré sur la foule, il a su contenir la colère de la population. Une vingtaine de jours après la première grande manifestation nationale du 20 février, le roi Mohamed VI a proposé un changement de Constitution. Cette nouvelle a été accueillie avec satisfaction. Pour la première fois depuis des décennies, un rapport de force avec le régime s'était installé au Maroc. Jusque là, personne ne pouvait critiquer la monarchie.

Mais on ne se faisait pas d'illusions quant au résultat du processus politique qui devait commencer. Nous avons continué à nous mobiliser. Et on s'est vite rendu compte que la Commission qui avait été désignée pour réviser la Constitution était composée d'anciens potentats du régime et que des constitutionnalistes sérieux avaient été exclus. Résultat : un projet de Constitution qui n'est en fait qu'un lifting de la Constitution de 1996, adoptée sous Hassan II.

Quels changements apporte la nouvelle Constitution ?

- Elle oblige le roi à nommer le chef du gouvernement parmi les membres du parti qui gagne les élections. Mais il n'y a toujours pas de séparation des pouvoirs : le roi continue d'être le premier

policier, le premier juge, le premier imam, celui qui décide de la politique intérieure, de la politique extérieure, de la sécurité et de l'économie. Toutes les nominations de hauts responsables doivent être validées par le roi.

Le gouvernement d'Abdelilah Benkirane ne devait-il pas être un rempart face à la monarchie ?

- Nous avons voulu accorder du crédit à ce processus politique, mais le jour où le PJD a gagné les élections, il a recruté des conseillers royaux. Un gouvernement de l'ombre a vu le jour et toutes les affaires importantes ont été gérées par des instances non-élues, composées de ces conseillers royaux. Or ces derniers n'ont aucune attribution dans la Constitution...

Quant à Abdelilah Benkirane lui-même, il n'a pas de pouvoir. Il est décrédibilisé. A son arrivée au gouvernement, il est devenu un courtier qui applique les décisions des conseillers royaux à la lettre. Mais même s'il déçoit, il reste populaire chez les classes les plus défavorisées, car il est très charismatique.

L'organisation Human Rights Watch a appelé le Maroc à approfondir ses réformes en matière de droits humains. Quel est votre quotidien d'activiste ?

- La situation des droits de l'Homme et des libertés publiques s'est nettement dégradée depuis 2011. Maintenant que la contestation est affaiblie et que la résistance de la rue a reculé, le régime se permet tout. Les manifestations sont quasi-systématiquement réprimées et une centaine de personnes ont été arrêtées en 2012 pour des raisons politiques. Même les activités intellectuelles et culturelles sont de plus en plus interdites... Nous avons un espace public à discours unique. Tous ceux qui refusent les règles du jeu sont exclus et malmenés. Nous avons connu une contre-révolution.

Profitant de la faiblesse de la contestation des réformes impopulaires ont été menées. Sur le plan économique par exemple, nous continuons à fonctionner sur les réformes d'Hassan II, qui datent du milieu des années 1990. Celles menées au début de l'ère de Mohamed VI, comme le plan Emergence (pour dynamiser le secteur industriel), et sur le tourisme, ont montré leurs limites. Les prix ont augmenté, on a supprimé les mécanismes de la Caisse de compensation (système de subvention notamment), une loi a été votée pour limiter la grève.

Sur la question des services publics, de la santé ou de l'éducation, nous sommes derrière l'Irak, le Yémen et le Zimbabwe ! Au Sahara, le développement économique est au point mort. Les écarts entre les riches et les pauvres se sont énormément creusés. On est très loin des pays voisins. Et la communauté internationale a applaudi les réformes.

Justement, François Hollande est au Maroc pour deux jours. Attendez-vous qu'il mette la pression sur le régime sur ces questions-là ?

- Je n'espère rien d'un président français qui continue de soutenir des réformes impopulaires comme le Train à grande vitesse. Ce projet qui attire les grands patrons français va nous coûter 5 milliards d'euros... Et puis les sujets qui sont au cœur du programme de sa visite, comme les questions géostratégiques sur Mali, vont éclipser toute question sur les droits de l'Homme. Qu'attendre d'une France qui, en 2011, a refusé que les Nations Unis envoient des observateurs dans la région du Sahara. Qu'attendre de la France qui expulse de son territoire autant de Marocains, si ce n'est plus, que sous Nicolas Sarkozy. Le changement viendra du Maroc seulement.

Propos recueillis par Sarah Diffalah, le 3 avril 2012 - Le Nouvel Observateur